

ARCHEOLOGIE ET PATRIMOINE EN MEDITERRANEE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)



Expertise comptable - Commissariat aux comptes

37, rue Ampère - 75017 Paris

Tél : 06-63-20-38-68

E-mail : info@audit-conseil-solutions.fr

www.audit-conseil-solutions.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

Au Conseil d'Administration du Fonds,
ARCHEOLOGIE ET PATRIMOINE EN MEDITERRANEE
66 rue de Turenne
75003 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation ARCHEOLOGIE ET PATRIMOINE EN MEDITERRANEE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés au Conseil d'Administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés au Conseil d'Administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président du Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une

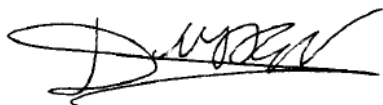
incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 24 juin 2025

Le commissaire aux comptes

Audit Conseil Solutions



Damien El Mouchnino

Fonds de Dotation ARPAMED
66 RUE DE TURENNE
75003 PARIS

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024



Hoche Conseil et Expertise-comptable

Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre

4, avenue Hoche
75 008 Paris

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
ACTIF IMMOBILISE	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	689	689		
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
ACTIF IMMOBILISE	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	689	689		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
ACTIF CIRCULANT	Autres créances	3 089		3 089	28 006
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	38 184		38 184	87 280
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance				
	TOTAL (II)	41 274		41 274	115 285
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
COMPTES DE REGULARISATION	Ecarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	41 962	689	41 274	115 285

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

			31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise			
	Fonds propres statutaires		43 000	43 000
	Fonds propres complémentaires			
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Ecart de réévaluation			
	Réserves			
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves pour projet de l'entité			
	Autres			
	Report à nouveau		3 106	2 961
	Excédent ou déficit de l'exercice		34	144
	Total des fonds propres (situation nette)		46 140	46 106
	Fonds propres consommables		(32 239)	31 784
	Subventions d'investissement			
	Provisions réglementées			
	Total des fonds propres		13 901	77 890
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs			
	Avances conditionnées			
	Total des autres fonds propres			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation			
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		4 800	13 219
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public			
	Total des fonds reportés et dédiés		4 800	13 219
Provisions	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges			
	Total des provisions			
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)			
	Emprunts et dettes financières divers			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	DETTES D'EXPLOITATION			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		15 274	15 184
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales		5 035	6 762
	DETTES DIVERSES			
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		2 263	2 230
	Produits constatés d'avance			
	Total des dettes		22 572	24 176
	Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF			41 274	115 285
Résultat de l'exercice exprimé en centimes			34,38	144,43
(1) Dont à moins d'un an			22 572	24 176
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP				

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	118 772	128 808
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	118 772	128 808
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	13 491	14 194
	Aides financières	65 372	66 638
	Impôts, taxes et versements assimilés	154	285
	Salaires et traitements	27 197	28 331
	Charges sociales	7 458	7 288
	Dotation aux amortissements et dépréciations		
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	4 800	11 970
	Autres charges	273	77
	Total des charges d'exploitation	118 745	128 783
RESULTAT D'EXPLOITATION		27	25

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		27	25
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers		
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER			
RESULTAT COURANT avant impôts		27	25
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	8	119
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	8	119
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	1	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		7	119
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		118 780	128 927
TOTAL DES CHARGES		118 746	128 783
EXCEDENT ou DEFICIT		34	144
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		6 600	6 000
Bénévolat			
TOTAL		6 600	6 000
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		6 600	6 000
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		6 600	6 000

ARCHEOLOGIE ET PATRIMOINE EN MEDITERRANEE

Fonds de dotation
66 rue de Turenne, 75003 Paris

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se caractérisent par les données suivantes :

▪ Total du Bilan	41.274 €
▪ Total des Fonds propres	13.901 €
▪ Total des Produits d'exploitation	118.772 €
▪ Résultat net comptable	34 €

L'exercice social a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Fonds de dotation « Archéologie et Patrimoine en Méditerranée ».

Sauf mention les montants sont exprimés en Euros.

I. Faits caractéristiques

Le fonds de dotation « Archéologie et Patrimoine en Méditerranée » (« Arpamed »), régi notamment par les dispositions prévues par la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et celles du décret 2009-158 du 11 février 2009, a été constitué en date du 11 juillet 2016 avec une dotation initiale de 43.000€ qui lui a été apportée par les fondateurs.

Le fonds de dotation est enregistré près de la préfecture de Paris sous le numéro 783.

Le fonds de dotation a pour objet le soutien, le financement et la promotion de tout projet dans le champ de l'archéologie, de l'histoire et des autres sciences humaines et sociales en France et dans le bassin méditerranéen, notamment via la conclusion de tous partenariats avec des établissements publics français.

Il soutient tous projets permettant :

- le soutien, notamment financier, à la progression de chantiers et de projets de fouilles archéologiques ;
- le financement de programmes de recherche et de formations en archéologie ; le versement de bourses à des chercheurs en archéologie ;

II. Evénements significatifs de l'exercice

Au cours de l'exercice, le conseil d'administration a décidé, conformément aux propositions du conseil scientifique, d'utiliser les fonds pour soutenir 10 missions, répartis dans 7 pays pour un montant total de 70.172 euros dont 4.800 euros reportés en fonds dédiés.

Sur les 10 projets sélectionnés, 9 ont été financés en 2024 représentant un financement de 65.372 euros.

Le montant total des dons manuels reçus par le fonds de dotation « Archéologie et Patrimoine en Méditerranée » sur l'exercice ayant baissé et les fonds propres consommables ne suffisant pas, le financement des projets 2024 sélectionnés a nécessité la consommation de la dotation initiale de 43.000 €, apportée par les fondateurs lors de sa constitution, à hauteur de 29.099 €. Ce qui est autorisé par les statuts sur décision du Conseil d'administration.

Le versement des fonds affectés en 2024 au projet Ej-Jaouzé au Liban d'un montant de 4.800€, a en effet été décalé en 2025.

Par ailleurs, le solde des crédits affectés non versés au 31 décembre 2023 sur le projet Delphes de 1.970€ a été versé en 2024. Et les fonds affectés en 2023 au projet Thorikos de 10.000€ ont été versés en 2024 à hauteur de 7.500€.

Par ailleurs, le conseil d'administration du 28 juin 2024 a autorisé la réaffectation du solde restant des projets Thorikos (2 500€) et Madain Salih (1 249,03€, projet 2022 réglé début 2023), qui ne seront pas versés, au fonds global pour les projets 2024.

Quatre projets initialement sélectionnés pour 2024 pour lesquels les conventions n'ont pas été signées au 31 décembre 2024 sont considérés comme des projets 2025 et ainsi reportés à 2025. Il s'agit des projets Archives nationales et Arles en France, et Eynan Mallaha et Atlit en Israël.

La soirée des mécènes n'a pas pu avoir lieu en 2024. Il est prévu de l'organiser en 2025 aux Archives nationales, dans le cadre de la convention passée pour le soutien d'Arpamed à la restauration et au reconditionnement des papyrus médiévaux conservés aux Archives nationales.

Partenariats avec les Ecoles françaises à l'étranger

Dans le cadre du prolongement des partenariats passés avec les Ecoles françaises à l'Etranger, une convention de partenariat a été mise en place avec l'Ecole française d'Athènes, signée le 11/01/2022 pour une durée de cinq ans, tacitement renouvelée ensuite par période d'un an.

Un avenant à la convention 2017 avec la Casa de Velázquez a été signé le 10/05/2021 pour une durée de quatre ans.

La convention signée avec l'Ecole française de Rome en 2016 a été conclue pour une durée de 3 ans, tacitement renouvelable ensuite par période d'un an.

La convention signée avec l'Institut français d'archéologie orientale en 2017 a été conclue pour une durée de 3 ans, tacitement renouvelable ensuite par période d'un an.

Appel public à la générosité

Dans le cadre de la mise en place d'une plateforme sur le site internet du Fonds de dotation « Archéologie et Patrimoine en Méditerranée », permettant au public d'effectuer directement des dons au profit du Fonds, le

conseil d'administration du 5 février 2019 avait autorisé le Fonds à procéder à l'appel public à la générosité sous réserve de l'autorisation de la Préfecture de Paris, autorisation demandée le 14 février 2019 et accordée le 7 février 2020 pour une période d'une année jusqu'au 7 février 2021.

Après de nouvelles demandes, cette autorisation avait de nouveau été successivement accordée les 1^{er} mars 2022, 23 février 2023 et 14 décembre 2023 respectivement jusqu'au 3 mars 2022, 31 décembre 2023 et 31 décembre 2024.

Suite à une nouvelle demande auprès de la Préfecture, l'autorisation du Fonds de dotation à faire appel à la générosité du public a de nouveau été accordée le 19 novembre 2024, valable jusqu'au 31 décembre 2025.

Le montant des dons du public constaté à la clôture de l'exercice 2024 n'excédant pas le seuil de 153.000 euros, le fonds de dotation « Archéologie et Patrimoine en Méditerranée » n'est pas considéré comme faisant appel public à la générosité (APG) au sens de l'article 3 de la loi du 7 août 1991.

Ainsi, à la clôture de l'exercice 2024, le fonds n'est pas assujéti à l'établissement du compte de résultat par origine et destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER).

III. Événements postérieurs à la clôture

A ce jour, aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

IV. Principes, règles et méthodes comptables

a. Principes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases suivantes :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des couts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général règlement 2014-03 de l'autorité des normes Comptables (ANC) et au règlement ANC 2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 et publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui succède au règlement CRC n°1999-01, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

b. Principales méthodes utilisées

Dotation en capital

Le fonds de dotation « Archéologie et Patrimoine en Méditerranée » a été constitué par une dotation initiale d'un montant de 43.000 €, qui lui a été apportée par les fondateurs, étant précisé que cette dotation initiale est consommable sur décision du Conseil d'administration.

Dons manuels

Au cours de l'exercice 2024 le fonds de dotation a reçu des dons manuels à hauteur de 51.000 €. En application du nouveau règlement ANC 2018-06, à compter du 1^{er} janvier 2020, les libéralités reçues et le cas échéants les dotations complémentaires des fondateurs ont été affectées en fonds propres consommables.

Les dons manuels affectés par le conseil d'administration à des actions ou projets définis entrant dans l'objet du fonds de dotation, sont enregistrés à compter du 1^{er} janvier 2020, en « Contributions financières » et le cas échéant en « Ressources liées à la générosité du public ».

Au cours de l'année 2024, ces derniers ont été affectés par le Conseil d'administration pour une somme totale de 118.772 € répartie comme suit :

- Financement de 10 projets définis : 70.172 €
- Autres frais de fonctionnement : 48.600 €

A compter du 1^{er} janvier 2020, les dons manuels affectés par le conseil d'administration et effectivement utilisés au cours de l'exercice sont constatés en charges d'exploitation au poste « aides financières ».

Les dons manuels affectés à un projet qui n'ont pas été versés ou qui n'ont pas encore pu être utilisés au 31 décembre 2024 ont été comptabilisés en fonds dédiés pour un montant de 4.800 €.

Engagements à réaliser sur fonds dédiés :

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par le conseil d'administration à des actions ou projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

En application du nouveau règlement ANC 2018-06, à compter du 1^{er} janvier 2020 la partie des ressources dédiées qui n'a pu être utilisée à la clôture de l'exercice est comptabilisée au compte de passif « fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge d'exploitation comptabilisée dans le compte « reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Au 31 décembre 2024, les fonds dédiés s'élèvent à 4.800 euros et correspondent aux fonds affectés en 2024 au projet Ej-Jaouzé au Liban pour lequel le versement des fonds a été décalé et effectué en 2025.

Les fonds dédiés non utilisés sont détaillés à la section n° VI de l'annexe.

Le mécénat en nature ou en compétence

Une des possibilités offertes à un mécène entreprise consiste à apporter non pas des financements en numéraire mais des moyens (produits ou services) à la cause qu'elle entend soutenir. Il s'agit ici, d'un « mécénat en nature ou de compétence ».

Les critères d'éligibilité à cette forme de mécénat sont exactement les mêmes que ceux prévus pour une contribution en numéraire.

Principes d'évaluation : les textes disposent que l'apport de l'entreprise devra être valorisé au prix de revient ou à la valeur nette comptable pour les éléments inscrits à l'actif de l'entreprise.

Au cours de l'exercice 2020, le fonds de dotation a signé avec la société ITAR, pour une durée de 1 an tacitement renouvelable par période de 1 an, une convention de mécénat en nature ayant pour objet de

définir les conditions dans lesquelles cette dernière soutient le projet d'intérêt général du fonds en mettant à disposition une partie de ses locaux à compter du 1^{er} janvier 2020.

Au titre de l'exercice écoulé, le fonds de dotation n'a pas bénéficié de mécénat de compétences.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision est constituée dès lors que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

Contributions volontaires

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à (ANC, règle 2018-06, art. 211-1) :

- des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
- l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature sont comptabilisées dans des comptes de classe 8 n'entraînant pas de flux financiers et sont récapitulées dans un tableau de synthèse au pied du compte de résultat.

Les contributions volontaires dont a bénéficié le fonds de dotation « Archéologie et Patrimoine en Méditerranée » au cours de l'exercice sont les suivantes :

- mise à disposition par la société ITAR d'une partie de ses locaux ;
- la participation au fonctionnement et à l'animation du fonds de dotation de deux membres fondateurs, membre du conseil d'administration et Présidente du conseil scientifique pour l'une et Président du conseil d'administration et membre du conseil scientifique pour l'autre. Le temps de bénévolat dont a bénéficié le fonds au cours de l'exercice 2024 est estimé à environ 130 heures et 50 heures respectivement.

Les principes retenus par le fonds de dotation dans ses comptes annuels au 31 décembre 2024 ont été les suivants :

- la mise à disposition par la société ITAR d'une partie de ses locaux a été comptabilisée en « Prestations en nature » et « Mise à disposition gratuite de biens et services » pour un montant de 6.600 euros, cette valorisation reposant sur une estimation de la valeur locative ;
- les contributions de bénévolat des deux membres fondateurs n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2024 dans la mesure où le fonds n'était pas en mesure de recenser et de valoriser ces contributions volontaires de manière fiable et précise.

V. Autres informations

Effectifs

L'effectif moyen de la société sur l'exercice est de 1 salarié à temps partiel.

Engagement pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Il n'a pas été constaté de provision pour engagement de retraite au 31 décembre 2024 dans la mesure où l'impact est jugé non significatif.

Autres engagements hors bilan

Néant

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à HT 1.810 euros.

VI. Notes sur le Bilan

Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions Réévaluations	Cessions Virements	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				-
- Frais d'établissement				-
- Frais de recherche et développement				-
- Donations temporaires d'usufruit				-
- Concessions, brevets et droits similaires				-
- Immobilisations incorporelles en cours				-
- Avances et acomptes sur incorporelles				-
Total	-	-	-	-
<u>Immobilisations corporelles</u>				-
- Terrains				-
- Constructions				-
- Installations techniques, matériel outillage industriels	689			689
- Autres immobilisations corporelles				-
- Immobilisations en cours				-
- Avances et acomptes				-
Total	689	-	-	689
<u>Immobilisations financières</u>				-
- Participations et créances rattachées				-
- Autres titres immobilisés				-
- Prêts				-
- Autres immobilisations financières				-
- Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés				-
Total	-	-	-	-
Total général	689	-	-	689

Mouvements des amortissements

Imobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				-
- Frais d'établissement				-
- Frais de recherche et développement				-
- Donations temporaires d'usufruit				-
- Concessions, brevets et droits similaires				-
- Immobilisations incorporelles en cours				-
- Avances et acomptes sur incorporelles				-
Total	-	-	-	-
<u>Immobilisations corporelles</u>				-
- Terrains				-
- Constructions				-
- Installations techniques, matériel outillage industriels	689			689
- Autres immobilisations corporelles				-
- Immobilisations en cours				-
- Avances et acomptes				-
Total	689	-	-	689
Total général	689	-	-	689

Suivi des fonds propres

Variations des Fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	43 000			-	43 000
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	-				-
Report à nouveau	2 962	144			3 106
Excédent ou déficit de l'exercice	144	- 144	34		34
Situation nette	46 106	-	34	-	46 140
Fonds propres consommables	31 784		54 749	118 772	- 32 239
Subvention d'investissement					-
Provisions réglementées					-
Total	77 890	-	54 783	118 772	13 901

Suivi des Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-
Contributions financières d'autres organismes							
- Madâin Sâlih - Arabie Saoudite	1 249			-	1 249	-	-
- Delphes - Grèce	1 970		1 970	-	-	-	-
- Thorikos - Grèce	10 000		7 500	-	2 500	-	-
- Ej-Jaouzé - Liban		4 800		-	-	4 800	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-	-	-	-	-
Total	13 219	4 800	9 470	-	3 749	4 800	-

Echéance des emprunts

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Etablissements de crédits	-	-	
Emprunts et dettes financières divers		-	
Total	-	-	-

Echéance des créances

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés			
Créances clients, usagers et comptes rattachés			
Autres créances	3 089	3 089	
Total	3 089	3 089	-

Echéance des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes Ets de crédits	-	-		
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 274	15 274		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	5 035	5 035		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	2 263	2 263		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
Total	22 572	22 572	-	-